

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1927

Rapport de la Commission des Colonies, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928.

(Voir les n°s 190 (session de 1926-1927) et 6 (session de 1927-1928) du Sénat.)

Présents : MM. VOLCKAERT, président ; le comte CORNET D'ELZIUS DE PEISSANT, GENARD et LEYNIERS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le budget de 1927 qui vous est présenté comporte une énumération de crédits destinés principalement aux grands travaux de la Colonie.

A priori, votre Commission a exprimé le désir d'être saisie des projets de budget extraordinaire de telle manière que l'article 14 de la Charte coloniale soit effectivement observé, afin que les demandes de crédit soient portées devant le Parlement avant d'engager les dépenses.

Le budget extraordinaire de 1926, qui était de fr. 471,876,962
a passé, pour 1927, à . . . 933,766,247

Ces deux sommes témoignent éloquemment de la ferme intention du Gouvernement de poursuivre avec méthode l'effort accompli jusqu'à présent pour la mise en valeur de la Colonie.

Le total se décompose comme suit :

A. *Dépenses purement comptables*, compensées par des recettes correspondantes et résultant de l'entrée dans le portefeuille, par rémunération d'apports, de titres évalués à . . . fr. 558,500,000

B. *Dépenses nettes en espèces :*

a) (Doc. 190) . . . fr.	344,705,247
b) (Doc. 6 1927-1928)	30,561,000
amendements	— — — — —
Fr.	375,266,247

Ces dépenses sont couvertes par les prévisions de recettes suivantes :

a) Produit net de la vente des valeurs du portefeuille . . . fr.	1,000,000
b) Vente de propriétés .	2,500,000
c) Recettes diverses .	10,000
d) Recours à l'emprunt	371,756,247
	— — — — —
Fr.	375,266,247

Le portefeuille de la Colonie est donc en augmentation de 558,500,000 francs.

D'aucuns ont rapproché la liste des valeurs de portefeuille annexée au document 190, de leur valeur boursière.

Un calcul libre, basé sur ces cours, dont on ne peut d'ailleurs tirer un argument décisif, puisque nul n'ignore que le marché des valeurs ne pourrait absorber une quantité aussi considérable de titres sans déterminer un sérieux affaïssissement de cours, porte le chiffre d'estimation du portefeuille à plus de 3 milliards.

En contre-partie, le passif de la Colonie s'élève à :

a) Dette consolidée : valeur nominale fr.	1,773,295,000
b) Dette flottante (insignifiante par rapport à la dette consolidée, ce qui dénote une situation très saine)	135,624,000
c) Capitaux garantis (ceux auxquels la Colonie garantit un certain intérêt)	234,889,000
Fr.	2,143,808,000

L'actif mobilier réel de la Colonie représente donc . . . fr. 857,192,000

Somme qu'il faut majorer de créances que la Colonie détient du chef d'avances à des sociétés de chemins de fer . . . 657,437,000

Soit, comme actif mobilier net, au 31 décembre 1926 fr. 1,514,629,000

Actif, non tenu compte des capitaux garantis : 1,749,518,000 francs.

Les données les plus récentes évaluent à 125,420,000 francs les revenus de ce portefeuille, se décomposant comme suit :

a) Revenus nets des titres et valeurs fr.	65,000,000
b) Intérêts nets des prêts ou avances	20,420,000
c) Participations financières dans les bénéfices de Sociétés	40,000,000
Fr.	125,420,000

Le recours à l'emprunt, 341,756,247 francs, a suggéré à certains membres le désir de connaître les modalités du nouvel emprunt conclu récemment avec la Caisse d'Epargne.

Et, bien que n'ayant formulé aucune critique — l'emprunt étant parfaitement légal —, quelques membres se sont demandé s'il n'y avait pas moyen de l'atténuer dans une certaine mesure en pratiquant des ventes plus larges de certains titres constituant le portefeuille. Nulle part il n'est indiqué pourquoi, en 1927, on vend pour un million de titres et non pour vingt ou cinquante millions, par exemple.

Ces observations sont, il faut l'avouer, conformes à la manière de voir de beaucoup de personnes imparfaitement initiées qui font abstraction de l'historique du portefeuille colonial, des étapes de sa constitution, des modifications qu'il a subies, par rapport à sa composition primitive, par voie de remboursement ou de vente de titres.

C'est ainsi que pour connaître l'origine de la fortune mobilière de la Colonie, il nous faut remonter à l'État Indépendant du Congo, administration sage et prévoyante qui, pour augmenter son avoir, a entendu se réserver, à une époque où l'optimisme n'était pas précisément la règle, une participation dans le produit des richesses naturelles du Congo dont, pour diverses raisons, il confiait l'exploitation à l'initiative privée.

Après la reprise du Congo par la Belgique, le Département des Colonies a poursuivi une politique similaire. En échange des concessions accordées, il a obtenu dans des proportions variables des titres ou des participations bénéficiaires et des clauses statutaires plus ou moins favorables, lui assurant parfois même la majorité.

Il est, en outre, intervenu par souscription en espèces dans la constitution du capital de certaines sociétés d'utilité publique. Une autre partie du portefeuille est échue à la Colonie ensuite du partage entre elle et la Belgique des biens de l'ancienne Fondation de Niederfullbach, dont les immeubles furent attribués à la Belgique, tandis que les titres vinrent accroître le portefeuille de la Colonie.

L'avoir mobilier comprend encore des créances ou obligations de Sociétés de chemins de fer, représentatives des avances en numéraires consenties en exécution des conventions passées avec ces sociétés.

Le portefeuille n'a cessé de s'accroître jusqu'à ce jour. Si le revenu 4.20 p. c. en est relativement minime, ce fait tient à la situation présente et à la nature même des affaires coloniales qui, tout en permettant d'augurer des résultats brillants n'en sont pas encore à leur stade de plein rendement.

Le but de l'État, en investissant des capitaux dans la Colonie, ne fut, du reste, pas d'en retirer un avantage pécuniaire immédiat, mais bien au contraire d'assurer, sous son contrôle et par les directives que lui inspire sa haute mission civilisatrice, le développement, parfois lent peut-être mais toujours rationnel de sa Colonie.

Ces pour ces mêmes raisons majeures que le Gouvernement n'a pas pratiqué jusqu'à ce jour de ventes massives de titres du portefeuille colonial; il est tenu à une très grande circonspection, ne pouvant aliéner son droit de contrôle ni compromettre la situation prépondérante qu'il occupe dans diverses sociétés.

Il n'en est pas moins vrai que le portefeuille a pris une telle importance à ce jour, que sa gestion requiert l'attention quotidienne de compétences financières. La conservation des titres, les acquisitions, les aliénations ou les arbitrages de valeurs, l'examen des projets de bilan des sociétés ou organismes dans lesquels la Colonie est intéressée, en un mot l'administration du portefeuille, peut avoir une telle influence sur les destinées du Congo qu'il n'est pas téméraire de dire que l'honorable Ministre des Colonies n'a plus jugé possible d'en assumer seul la responsabilité sans s'être, au préalable, entouré des conseils de personnes particulièrement compétentes en la matière.

D'où vraisemblablement la constitution du Comité du portefeuille, créé par l'arrêté royal du 7 novembre 1927.

Peu de détails toutefois sont connus à ce jour sur son rôle et son fonctionnement. La Commission se permet de solliciter de l'honorable Ministre qu'il saisisse l'occasion de la discussion de ce budget pour s'expliquer sur ce point.

* *

L'examen des divers postes de dépenses portés au chapitre II montre qu'un gros effort a été réalisé en vue de la construction d'habitations pour le logement du personnel administratif et de bâtiments abritant les divers services publics. Il y a lieu d'en féliciter aussi l'honorable M. Jaspar; son intervention permet d'espérer que la question des logements ne donnera plus lieu aux plaintes que nous avons entendues depuis trop longtemps.

Un membre a demandé pour quels motifs les crédits prévus pour la construction de l'infrastructure des lignes de navigation aériennes ne figurent pas au chapitre III, où ils semblent trouver mieux leur place parmi les moyens mis à la disposition de la Colonie pour les voies de transport.

Il y a lieu de remarquer à ce sujet que le chapitre III est réservé exclusivement aux travaux présentant un caractère *d'utilité publique* tels que ports, hydrographie, routes et services d'hygiène en général, tandis que l'aviation, comme la T. S. F., reste dans le cadre des travaux *ordinaires*, c'est-à-dire courants des provinces.

* *

Dans le budget de près d'un milliard, une somme, approchant 300 millions de francs, a été prévue comme devant être consacrée à la continuation du programme des grands travaux d'utilité générale autorisés par les lois des 21 août 1921 et 8 janvier 1926.

L'Exposé des motifs énumère toutes les prévisions de 1921 et les examine une à une au point de vue de l'avancement des travaux et de l'utilisation progressive des crédits engagés.

Il faut reconnaître que l'effort fait depuis cette date est réellement remarquable et que nul pays au monde n'a, dans une situation identique, poussé l'expansion de sa Colonie avec une telle vigueur.

Sous ce rapport les diagrammes et les cartes annexés au projet de loi sont on ne peut plus intéressants à consulter. Ils rappellent la parole de Napoléon : « Un simple croquis est plus éloquent qu'un long discours ». Votre Commission estime qu'il y a lieu de féliciter l'honorable Ministre qui a pris l'initiative de cette innovation d'autant plus heureuse que la diffusion de ces graphiques dans des publications privées a été autorisée.

Les résultats connus quant aux travaux de chemins de fer sont réellement encourageants.

Certaines voies avancent avec une moyenne annuelle de 220 kilomètres. Ce résultat fait honneur aux entrepreneurs et à leur personnel.

Le chemin de fer du Congo, quoique retardé quelque temps par un manque de main-d'œuvre, avance cependant normalement et aujourd'hui 155 kilomètres sont achevés. On peut espérer que vers le milieu de 1930 le travail sera terminé.

Dès lors, l'exutoire de la Colonie pourra être considéré comme étant d'une capacité suffisante pendant de nombreuses années. Mais, parallèlement à l'augmentation de la capacité de transport, il fallait envisager l'augmentation de la capacité des ports.

Le budget de 1927 n'y a pas failli, de même qu'il prévoit des crédits relativement importants pour les différents ports d'escale le long du fleuve en vue de faciliter la manutention des flottilles du grand bief.

La capacité de transport sera augmentée aussi grâce aux travaux hydrogra-

phiques importants pour lesquels des crédits sont prévus en 1927. Il y a surtout un gros effort à faire dans le Bas-Congo, la Commission croit utile de rappeler à l'attention de l'honorable Ministre qu'en ces derniers temps des navires ont eu des difficultés sérieuses pour traverser les passes.

L'étude d'un fleuve à débit aussi considérable que celui du Congo, parsemé d'îles et de bancs et par le fait même rendu capricieux, doit nécessairement être faite par des spécialistes et nous ne pouvons que louer le Premier Ministre d'avoir envoyé deux ingénieurs des Ponts et Chaussées compléter leurs études à l'Ecole d'hydrographie de Paris.

Pour ce qui concerné le programme des travaux hydrographiques, il serait intéressant que le Sénat obtint communication du rapport de M. l'Ingénieur David, qui a inspecté récemment les travaux effectués ou en cours d'exécution. La Commission en formule expressément le vœu.

Le programme routier a donné lieu à quelques réserves au sein de votre Commission. Ce programme paraît très important et le total des kilomètres de route dont la construction est prévue en 1927 doit être assez imposant. Les prix unitaires, par kilomètre de route, varient de 750 francs à 7,000 francs. Il semble que les ressources prévues pourront difficilement y suffire et surtout il paraît invraisemblable que de bonnes routes puissent être construites en un si court laps de temps. Peut-être ne s'agit-il que de pistes dans la très grosse majorité des cas? Il serait donc utile que, dans un prochain budget, fût établie la distinction entre les voies de grande communication et les routes de caravanes; ce chapitre du budget y gagnerait beaucoup en clarté et en intérêt.

Quant aux travaux publics dans les centres urbains, nous voyons qu'un crédit de plus de 33 millions est prévu pour des constructions spécialement destinées au bien-être des noirs.

Déjà Elisabethville a été dotée d'une canalisation d'égouts et d'une distribution d'eau. Les travaux sont achevés et donnent, paraît-il, entière satisfaction. Par contre, il est venu à la connaissance d'un membre de la Commission qui s'est fait l'écho des plaintes reçues, que les travaux de distribution d'eau de Léopoldville ont donné lieu à quelques mécomptes. Nous pouvons rassurer l'honorable membre et lui dire que des mesures urgentes ont été prises à ce sujet par M. le Ministre des Colonies, qui a décidé de confier à l'entrepreneur des travaux d'Elisabethville une étude d'ensemble des travaux existants ou à effectuer encore pour doter Léopoldville d'un réseau de canalisation d'égouts et de distribution d'eau répondant à toutes les exigences de l'hygiène.

Et puisque nous touchons à cette question, votre Commission estime qu'il y a lieu d'entériner avec satisfaction le fait de voir enfin porter au budget de 1927, le crédit de 2,500,000 francs, depuis longtemps sollicité, nécessaire à la construction d'un hôpital pour blancs, à Léopoldville.

Le budget extraordinaire du Ruanda-Urundi pour 1927 se balance par :

Dépenses	fr. 4,300,000
Recettes	4,300,000

Ces recettes sont assurées par une avance du Trésor belge, troisième tranche d'une avance globale de vingt millions, décidée en 1925.

C'est la continuation du programme général des travaux de premier établissement arrêté pour cinq ans, à partir de 1925. Conformément à une entente antérieure, la charge de l'intérêt et des amortissements sur les prêts effectués par la Belgique est supportée par le budget ordinaire du Vice-Gouvernement général. Sans remettre en discussion ce que la Commission reconnaît être un fait accompli, elle souligne néanmoins le traitement préférentiel dont jouissent les territoires sous mandat, quant aux possibilités qui leur sont ainsi assurées de financer leur outillage économique. Dans ce même ordre d'idées, l'intervention de la Métropole dans le budget de la Colonie est et reste zéro.

Votre Commission a décidé par 2 voix et 2 abstentions de recommander le présent projet de loi au vote favorable du Sénat.

Le Président,
V. VOLCKAERT.

Le Rapporteur,
R. LEYNIERS.

(6)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1927

Verslag uit naam van de Commissie van Koloniën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927.

(Zie de n^{rs} 190 (1926-1927) en 6 (1927-1928) van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren VOLCKAERT, voorzitter ; Graaf CORNET D'ELZIUS DE PEISSANT, GENARD en LEYNIERS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De begrooting voor 1927 die U wordt voorgelegd bevat een opsomming van kredieten, vooral voor de groote werken in de Kolonie bestemd.

Vooreerst heeft uw Commissie den wensch uitgedrukt de ontwerpen der buitengewone begrooting te ontvangen derwijze dat artikel 14 van de Koloniale Wet werkelijk nageleefd wordt, zoodat de kredietaanvragen vóór het Parlement komen vooraleer de uitgaven worden betaalbaar gesteld.

De buitengewone begrooting die in 1926. fr. 471,876,962 bedroeg, steeg voor 1927 tot 933,766,247

Beide sommen toonen duidelijk den vasten wil van de Regeering aan om de tot heden gedane pogingen voor het productief maken van de Kolonie methodisch voort te zetten.

Het totaal wordt als volgt onderverdeeld :

A. *Zuiver rekenplichtige uitgaven*, vergoed door gelijkwaardige ontvangsten aangebracht door het storten in de portefeuille van de opbrengst van den inbreng van titels geraamd op . . . fr. 558,500,000

B. *Netto uitgaven in geld :*

a) (Stuk 190) . . . fr.	344,705,247
b) (Stuk 6, 1927-1928) . . .	30,561,000
amendementen	_____
Fr.	375,266,247

Deze uitgaven zijn gedekt door de volgende voorziene ontvangsten :

a) Netto opbrengst van den verkoop van waarden der portefeuille fr.	1,000,000
b) Verkoop van eigendommen.	2,500,000
c) Verscheiden ontvangsten	10,000
d) Sluiten van een leening	371,756,247
Fr.	375,266,247

De portefeuille van de Kolonie boekt dus een vermeerdering van 558,500,000 frank.

Sommigen hebben de lijst der portefeuille-waarden bij het stuk n^o 190 gevoegd, vergeleken aan haar waarde op de geldmarkt.

Een *losse berekening* volgens dezen koers, waaruit men trouwens geen beslissend argument kan trekken, vermits

elkeen weet dat de markt der waarden een zoo aanzienlijke hoeveelheid titels niet zou kunnen opsorpen zonder een ernstige inzinking van den koers te veroorzaken, brengt het geraamde bedrag van de portefeuille op meer dan 3 milliard.

Als tegen-bedrag bereikt het passief van de Kolonie:

a) Geconsolideerde schuld: nominale waarde fr.	1,773,295,000
b) Vlottende schuld (onbelangrijk vergeleken bij de geconsolideerde schuld, hetgeen een zeer gezonden toestand ken- schetst)	135,624,000
c) Gewaarborgde kapi- talen (deze waarvoor de Kolonie een bepaalden intrest waarborgt) . . .	234,889,000

Fr.	2,143,808,000

Het roerend werkelijk actief van de Kolonie bedraagt dus fr. 857,192,000

Deze som dient ver- hoogd met schuldvorde- ringen die de Kolonie behoudt naar aanleiding van voorschotten aan spoorwegmaatschappijen 657,437,000

Samen, als netto roe- rend actief, op 31 De- cember 1926. . . . fr. 1,514,629,000

Actief, de gewaarborgde kapitalen niet inbegrepen: 1,749,518,000 frank.

De jongste gegevens ramen de inkom- sten van deze portefeuille op 125,420,000 frank, onderverdeeld als volgt:

a) Zuivere inkomsten van titels en waarden fr.	65,000,000
b) Netto intresten van leeningen of voorschot- ten	20,420,000
c) Financiële winst- deelingen in maatschap- pijen	40,000,000

Fr.	125,420,000

Het sluiten van een leening, 341,756,247 frank, heeft bij sommige leden den wensch doen ontstaan de modaliteiten te kennen van de nieuwe leening die onlangs met de Spaarkas werd aange- gaan.

Hoewel zij geen enkel bezwaar maak- ten — de leening volkomen wettelijk zijnde —, vroegen sommige leden zich af of er geen middel was ze eenigermate te verminderen met een grooter aantal titels van de portefeuille te verkoopen. Nergens staat vermeld waarom in 1927 voor 1 miljoen titels wordt verkocht en niet voor 20 of 50 miljoen, bijvoor- beeld.

Men moet erkennen dat deze opmer- kingen aansluiten met de zienswijze van talrijke onvolkomen ingelichte personen die geen rekening houden met de histo- rik van de koloniale portefeuille, met de stadia van haar vestiging, de wijzi- gingen die zij heeft ondergaan, in ver- band met haar oorspronkelijke samen- stelling, door terugbetalingen of verkoop van titels.

Aldus moet men, om den oorsprong van het roerend bezit van de Kolonie te kennen, teruggaan tot den Onafhanke- lijken Congostaat, met zijn wijs en voor- uitzienend beheer dat, om zijn vermogen te verhoogen, in een tijd toen het opti- misme feitelijk niet regel was, zich een aandeel heeft willen voorbehouden in de opbrengst der natuurlijke rijk- dommen van Congo, waarvan het om verschillende redenen de exploitatie toe- vertrouwd aan het privaat initiatief.

Na het overnemen van Congo door België, heeft het Departement van Kolo- niën een gelijkaardige politiek gevolgd. Ter verwisseling van toegestane ver- gunningen, heeft het in verschillende verhoudingen titels of winstdeelingen verkregen en min of meer voordeelige statutaire bedingen, waardoor het soms zelfs de meerderheid verkreeg.

Het heeft bovendien, bij inschrijving in species, meegewerkt tot de vestiging van het kapitaal van sommige maat- schappijen van openbaar nut. Een ander

gedeelte van de portefeuille viel de Kolonie ten deel ingevolge de verdeling tusschen haar en België van de voormalige Stichting van Niederfullbach, waarvan de vaste goederen aan België werden toegekend, terwijl de titels de portefeuille van de Kolonie kwamen verrijken.

Het roerend bezit telt nog schuldverderingen of obligaties van spoorwegmaatschappijen, die de voorschotten in geld vertegenwoordigen, toegestaan in uitvoering van overeenkomsten met deze maatschappijen bedongen.

De portefeuille steeg voortdurend tot heden toe. Indien de rentevoet van 4.20 t. h. betrekkelijk klein is, dan is dit te wijten aan den huidige toestand en aan den aard zelf der koloniale waarden die, hoewel zij schitterende uitslagen laten verhopende, nog niet het peil hunner volle rendement hebben bereikt.

Met kapitalen in de Kolonie te beleggen, had de Staat trouwens niet voor doel er dadelijk financieel voordeel uit te halen, doch integendeel door zijn toezicht en door de richtslijnen die zijn hogere beschavingsrol hem ingeeft, de wellicht trage doch immer rationeele ontwikkeling van zijn Kolonie te verzekeren.

Om dezelfde overwegende redenen is de Regeering tot dusver nog niet overgegaan tot omvangrijke verkooppingen van titels van de koloniale portefeuille; zij is verplicht zeer omzichtig te handelen daar zij haar recht van toezicht niet kan verbeuren, noch den overwegenden stand dien zij in verschillende maatschappijen bekleedt, kan doen gevaar loopen.

Niettemin is de portefeuille thans zoo belangrijk dat haar beheer de dagelijksche aandacht van financiële bevoegdheden opeischt. Het behoud van de titels, de aankopen, de ruil of de arbitrage van waarden, het onderzoek van de balansontwerpen van de maatschappijen of instellingen waarbij de

Kolonie betrokken is, kortom het beheer van de portefeuille kan een zoodanigen invloed hebben op de toekomst van Congo, dat het niet overdreven is te zeggen dat de geachte Minister van Koloniën geoordeeld heeft er niet meer, alleen de verantwoordelijkheid van te dragen, zonder vooraf den raad ingewonnen te hebben van bijzonder bevoegde mannen.

Vandaar waarschijnlijk de samenstelling van het Comité van de portefeuille, aangesteld bij Koninklijk besluit van 7 November 1927.

Zijn rol of werking zijn echter tot heden weinig bekend. De Commissie is zoo vrij den geachten Minister te vragen de bespreking van de begroting te baat te nemen om dit punt toe te lichten.

* *

Het nazien van de onderscheiden posten van uitgaven in hoofdstuk II vermeld, toont aan dat een ernstige inspanning werd gedaan met het oog op het aanleggen van woningen voor de huisvesting van de ambtenaren en van gebouwen voor de verschillende openbare diensten. De geachte heer Jaspar dient erom geluk gewenscht. Zijn tussenkomst laat verhopende dat het vraagstuk der huisvestingen niet meer aanleiding zal geven tot de klachten die wij al te lang hebben gehoord.

Een lid heeft gevraagd waarom het krediet voorzien voor het aanleggen van den onderbouw der luchtvaartlijnen niet voorkomt in hoofdstuk III, waar het beter op zijn plaats blijkt bij de middelen ter beschikking van de Kolonie gesteld voor de vervoerwegen.

Hierbij dient opgemerkt dat hoofdstuk III uitsluitend voorbehouden is aan de werken die van *openbaar nut* zijn, zooals havens, waterbouw, wegen en gezondheidsdiensten in 't algemeen, terwijl de luchtvaart zooals de D. T. binnen het kader blijft van de *gewone* werken van de provinciën.

* *

In de begrooting van bijna één miljard, wordt een som van haast 300 miljoen voorzien voor de voortzetting van het programma der groote werken van algemeen nut, toegestaan door de wetten van 21 Augustus 1921 en 8 Januari 1926.

De Toelichting somt al de vooruitzichten van 1921 op en onderzoekt ze een na een ten opzichte van het vorderen der werken en van de geleidelijke besteding der betaalbaar gestelde kredieten.

Men moet erkennen dat de inspanning sedertdien gedaan werkelijk merkwaardig is en dat geen land ter wereld, in gelijkaardigen toestand, de uitbreiding zijner Kolonie met zooveel kracht heeft doorgezet.

Op dit gebied zijn de diagramma's en kaarten, bij het ontwerp gevoegd, uiterst belangwekkend. Zij herinneren aan het woord van Napoleon: « Een bloote schets zegt meer dan een lange rede ». Uw Commissie meent den geachten Minister om deze nieuwigheid te moeten gelukwenschen, die des te heilzamer is daar de verspreiding van deze platen in private uitgaven werd toegestaan.

De bekende uitslagen in zake spoorwegwerken zijn waarlijk aanmoedigend.

Sommige lijnen vorderen met een jaarlijksch gemiddelde van 220 kilometer. Deze uitslag strekt tot eer van de aannemers en van hun personeel.

De spoorlijn van de Congo, hoewel eenigen tijd vertraagd door het gebrek aan werkkrachten, vordert niettemin normaal en thans zijn 155 kilometer voltooid. Men mag hopen dat het werk omtrent Juli 1930 zal af zijn.

Van dan af zal de uitweg van de Kolonie kunnen aanzien worden als hebbende een toereikenden omvang voor lange jaren. Gelijktijdig met de verhooging van de vervoermogelijkheden moest men echter de verruiming der havens onderzoeken.

De begrooting voor 1927 kwam hierin niet te kort, evenals zij betrekkelijk hooge kredieten voorziet voor de verschillende aanleghavens langs den stroom ten einde het laden en lossen der booten

in het groote stroompand te vergemakkelijken.

De vervoermogelijkheid zal ook vergroot worden door de belangrijke hydrografische werken, waarvoor kredieten zijn voorzien in 1927. Vooral op de Beneden-Congo is veel te doen en de Commissie meent het gepast er den geachten Minister aan te herinneren dat de schepen in den laatsten tijd groote moeite hebben gehad om door de geulen te varen.

De studie van een stroom met zoo grooten afloop als de Congo, vol eilanden en banken, en dienvolgens vol grillen, moet noodzakelijk gedaan worden door vakkundigen en wij kunnen den Eersten Minister slechts loven twee ingenieurs van Bruggen en Wegen naar Parijs gestuurd te hebben om er hun studies in de school voor Waterbouwkunde voort te zetten.

Wat betreft het programma der hydrografische werken, zou de Senaat met belangstelling kennis nemen van het verslag van Ingenieur David, die onlangs de voltooide en de aan gang zijnde werken heeft nagezien. De Commissie wenscht het uitdrukkelijk.

Het programma van de wegenis heeft in de Commissie aanleiding gegeven tot eenig voorbehoud. Dit programma schijnt zeer omvangrijk en het aantal kilometer wegen waarvan het aanleggen voorzien is voor 1927, moet tamelijk indrukwekkend zijn. De eenheidsprijzen per kilometer weg schommelen tusschen 750 tot 7,000 frank. Het lijkt dat de voorziene middelen er moeilijk zullen voor volstaan en het komt vooral onwaarschijnlijk voor dat goede wegen kunnen aangelegd worden binnen zoo korten tijd. Wellicht geldt het slechts voetwegen in de meeste gevallen? Het ware derhalve nuttig dat in een volgende begrooting het onderscheid worde gemaakt tusschen de groote verbindingswegen en de karavaanwegen; dit hoofdstuk van de begrooting zou er veel duidelijker door worden en meer belangstelling vinden.

Voor de openbare werken in de groote centra, zien wij dat een krediet van meer dan 33 millioen wordt voorzien voor gebouwen die bijzonder bestemd zijn voor het welzijn der negers.

Elisabethstad heeft reeds een rioolnet en een waterleiding. De werken zijn voltooid en geven, naar het schijnt, volkomen voldoening. Daarentegen vernam een lid van de Commissie, die de ontvangen klachten overmaakt, dat de werken voor de watervoorziening te Leopoldstad aanleiding gaven tot misrekening. Wij kunnen het geachte lid gerust stellen en hem zeggen dat dienaangaande dringende maatregelen werden genomen door den Minister van Koloniën, die besloten heeft den aannemer der werken te Elisabethstad een studie toe te vertrouwen van de bestaande of uit te voeren werken over hun geheel, om Leopoldstad te voorzien van een rioolnet en een waterleiding die aan al de vereischen der hygiëne beantwoorden.

Vermits wij dit punt aanraken, meent uw Commissie met voldoening te moeten goedkeuren dat eindelijk op de begrooting van 1927 een krediet staat ingeschreven van 2,500,000 frank, sedert lang gevraagd en bestemd voor het bouwen van een hospitaal voor blanken te Leopoldstad.

* *

De buitengewone begrooting voor Ruanda-Urundi voor 1927 sluit met :

Uitgaven	fr. 4,300,000
Ontvangsten	4,300,000

Deze ontvangsten worden verzekerd door een voorschot door de Belgische Schatkist, derde schijf van een globaal voorschot van 20 millioen, in 1925 gestemd.

Het is de voortzetting van het algemeen plan der werken van eersten aanleg over vijf jaren verdeeld, vanaf 1925. Luidens een vroegere overeenkomst wordt de last van den intrest en van de aflossingen op de door België toegestane leeningen gedragen door de gewone begrooting van het Vice-Gouvernement generaal. Zonder opnieuw op te werpen hetgeen de Commissie als een voldongen feit erkent, onderstreept zij niettemin de bevoorrechte behandeling die het onder mandaat staande gebied geniet in zake de mogelijkheid waarin het wordt gesteld zijn economische uitrusting te verzekeren. In dit opzicht herleidt de tusschenkomst van het Moederland in de begrooting van de Kolonie zich nog immer tot nul.

Uw Commissie heeft met 2 stemmen en 2 onthoudingen besloten de goedkeuring van het besproken ontwerp bij den Senaat aan te bevelen.

<i>De Verslaggever,</i>	<i>De Voorzitter,</i>
R. LEYNIERS.	V. VOLCKAERT.